

# La CGT résolument à l'offensive contre le racisme, l'antisémitisme et les idées d'extrême droite



*La lutte contre les idées d'extrême droite est une priorité absolue a réaffirmé la CGT lors de son 53e Congrès, à Clermont Ferrand. Pour lancer la bataille, la confédération a organisé un colloque, le 5 octobre – 2 jours avant l'attaque du Hamas contre Israël – dans le patio de la CGT, à Montreuil. On a compté 450 participants à cette journée passionnante, où aucun sujet n'a été écarté. À cette occasion, l'esplanade Henri Krasucki était inaugurée.*

# La CGT engagée dans la lutte contre l'extrême droite

« La CGT doit être à l'offensive dans un contexte de la montée de l'extrême droite ». C'est en ces termes que Nathalie Bazire, secrétaire confédérale, a introduit le colloque, aux côtés d'Emmanuel Vire, de Dominique Besson-Milord, et de Damien Pagnoncelli, co-pilotes de la commission traitant ce sujet.



« La banalisation du Rassemblement national et de ses idées mortifères sont devenues une réalité, en particulier dans les milieux politiques et médiatiques ». D'autant que le pouvoir, en l'absence de majorité à l'Assemblée nationale, est déjà prêt à négocier avec la droite, en sacrifiant les demandes de régularisations de travailleurs sans-papiers pour combler les fameux secteurs dits en tension. « Tout cela pour faire passer sa future et répressible loi d'immigration, la vingt-neuvième en la matière depuis 1980 ».

L'imposture sociale véhiculée par les partis d'extrême droite se propage. « Dans un monde où les

repères idéologiques sont brouillés, le Rassemblement national se pose en défenseur des catégories populaires. Ne soyons pas dupes de ce jeu malsain, dont l'objectif est uniquement d'accéder au pouvoir », assène la secrétaire confédérale. En précisant que l'instrumentalisation de la précarité, l'absence de réponses aux besoins des travailleurs nourrissent le terreau de l'extrême droite et engendrent la banalisation de ses idées. « Des idées pour tant toujours aussi nauséabondes malgré un changement de sémantique. La priorité nationale a remplacé la préférence nationale. Mais le rejet de l'autre, la xénophobie, demeurent le ciment de l'extrême droite ».

La plupart des pays européens sont aussi touchés par cette montée des idées d'extrême droite. Aussi, elle pointe le risque de voir l'extrême droite progresser lors des élections européennes de juin 2024, et devenir ainsi une force centrale du Parlement européen. De même, « l'inquiétude de l'accession au pouvoir de l'extrême droite à la prochaine présidentielle est bien réelle », alerte-t-elle.



**Réaffirmer que le racisme n'a pas sa place à la CGT. Notre organisation est résolument antifasciste. Nous devons être force de propositions pour mener la bataille qui s'impose .**

Face à la multiplication des attaques de l'extrême droite, en particulier sur les réseaux sociaux, « nous avons besoin de travailler à l'appropriation du sujet par toute la CGT avec un plan de travail syndical de masse », souligne Nathalie Bazire. Du matériel a été mis à disposition des organisations, des journées d'étude sur les territoires se sont tenues, une initiative a été organisée avec l'Institut d'histoire sociale le 10 février 2022, et la mise en place d'une formation confédérale de quatre jours. Des formations d'une journée seront organisées également à la demande des organisations. « Il nous faut donc les valoriser et les multiplier pour que chacun soit en mesure de faire face aux discussions avec les travailleurs », insiste-t-elle. Au-delà de l'engagement collectif, les idées d'extrême droite continuent de progresser aussi dans les rangs de la CGT.

« Nous devons donc être lucides et en tirer les conséquences. Réaffirmer que le racisme n'a pas sa place à la CGT. Notre organisation est résolument antifasciste. Nous devons être force de propositions pour mener la bataille qui s'impose ». Nathalie Bazire pointe la responsabilité du gouvernement : « La paupérisation des travailleur-euses organisée en toute conscience par le gouvernement Macron est un boulevard pour l'accession au pouvoir de l'extrême droite », affirme-t-elle. En ce sens, les batailles revendicatives engagées par la CGT pour les augmentations de salaire, l'égalité salariale femme-homme, la défense du système solidaire de retraites sont une main levée contre l'extrême droite. « Rappelons-nous que les 89 députés RN sont les premiers à n'avoir voté aucune mesure de progrès social comme l'augmentation du Smic ou celle des minima sociaux », dit-elle. Elle invite chacun à poursuivre le travail militant de terrain : « Quand le travail est rémunéré à sa juste valeur, les divisions s'effacent entre les travailleur-euses et la tentation de l'extrême droite s'amenuise.

[...] Soyons donc les garants d'un monde du travail soucieux des humains et de la planète pour ne pas transformer notre pays des droits de l'homme en une fâcheuse et terrible pièce de théâtre avec pour acteur principal le Rassemblement national ». Les enjeux sociaux et environnementaux se placent en priorité dans les combats, pour les salaires, contre l'austérité et pour l'égalité salariale femme-homme. « C'est en cela que nous saurons montrer aux travailleur-euses de ce pays que chacun y a sa place. On vit ici, on travaille ici, on reste ici. Un slogan CGT qui nous appelle tous à être vent debout contre l'extrême droite qui voudrait nous faire croire que certains salarié-es ne sont pas des travailleur-euses à part entière ».

## **Le racisme, l'antisémitisme, le rejet de l'autre : matrices de l'extrême droite**

**02 Les origines de l'antisémitisme sont enracinées dans l'histoire de l'Europe**

**07 Les multiples visages de l'antisémitisme, d'hier à aujourd'hui**

**09 Programme économique de l'extrême droite : l'imposture sociale**

**11 Le racisme structurel, un mécanisme de discrimination qui touche les milieux populaires**

## **Le syndicalisme à l'offensive**

**13 Quelle alliance avec la société civile pour combattre le racisme et l'antisémitisme ?**

**14 Quelles réponses du syndicalisme face à la montée des idées d'extrême droite en Europe ?**

**16 Lutter contre l'extrême droite à Béziers**

**18 La lutte des sans-papiers pour leur régularisation, l'exemple de Sepur**

**19 Conclusion de Sophie Binet**

# Racisme et antisémitisme enracinés dans l'histoire de l'Europe



Si le racisme et l'antisémitisme ont toujours été à la base des idées d'extrême droite, il est nécessaire de se pencher aujourd'hui sur l'importance des mots. « *Race, racialisation, racisme, antisémitisme, xénophobie... ce sont des mots piégés. On pourrait même dire dangereux, tant ils sont chargés de lectures et de significations multiples et changeantes* », introduit d'emblée l'historien Jérôme Beauvisage, de l'Institut d'histoire sociale de l'IHS- CGT. Il est néanmoins intéressant de préciser la signification de ces concepts. Aujourd'hui, le racisme se définit comme une idéologie qui se fonde sur des différences biologiques réelles ou supposées, ou sur la base de l'appartenance ethnique, nationale ou religieuse.

Un acte est raciste s'il remplit les trois critères suivants :

- Catégoriser en groupe et généraliser le jugement sur l'ensemble de ce groupe, hiérarchiser.
- Attribuer à ces groupes des caractéristiques spécifiques.
- Évaluer positivement pour les auteurs de propos ou d'actes racistes, négativement à l'encontre des victimes. Ensuite, la discrimination va utiliser cette hiérarchie pour traiter de manière inégale les personnes appartenant au groupe défini.

# Genèse de la notion de race

Le mot race apparaît à la toute fin du XV<sup>e</sup> siècle. Probablement issu d'un terme normand signifiant élevage de chevaux. Dans une seconde hypothèse, race dériverait du terme latin generatio traduit en français par « linéage », et qui par extension a donné « gènerace » – génération, puis race. Enfin, le mot race a pu être emprunté à l'italien azza qui signifie espèce. Et que l'on retrouve dans le monde ibérique sous la forme de razza : ceux qui héritent de la tâche impure, tous ceux qui ont pour ancêtres des juifs, des musulmans ou des hérétiques. « Il faut porter une attention particulière à cette dernière formulation, car elle fait référence à un épisode qui a marqué la société espagnole, avec une politique de pureté de sang », développe l'historien. L'Espagne de la Reconquista est tentée par l'idée de l'unité autour de la foi catholique. En 1492, les rois catholiques, décrètent l'expulsion des juifs d'Espagne. Les musulmans ne tarderont pas à subir le même sort. « Ils vont aller plus loin dans ce processus, en instaurant le statut dit de pureté de sang qui établit une hiérarchie, où seuls, ceux qui sont de vieux chrétiens ont une place privilégiée dans la société. Quant aux autres, ceux qui ont été baptisés récemment, ou les convertis, ils bénéficient d'un statut social dégradé où, par exemple, de nombreux emplois publics leur sont interdits ». Il s'agit historiquement d'un moment clé. Car jusqu'à la fin du Moyen Âge, la race, pour un chrétien, c'est d'abord la famille. L'humanité représente une famille unique, qui descend d'Adam et d'Ève. Le concept de la pureté de sang introduit une césure dans la famille chrétienne.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le mot race va connaître une évolution sensible. Les idéologues de cette réaction

féodale, s'efforcent de démontrer la primauté de la noblesse, afin de justifier les privilèges dont elle jouit, contre les empiètements de la « noblesse » de Rome. Cette justification, ils la trouveront dans l'histoire. La domination de l'aristocratie procède de la victoire des Francs – guerriers conquérants venus de Germanie au V<sup>e</sup> siècle, ancêtres de la noblesse française –, sur les Gallos Romains, le futur Tiers État réduit en servitude.

## Dès le XVIII<sup>e</sup>, les sciences naturelles s'emparent de la notion de race...

La notion de race s'est imposée au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans le milieu des sciences naturelles qui se développent considérablement à cette époque. L'esprit du temps est alors au classement. D'abord celui des plantes, puis du monde animal. « Et de l'animal, on passe bien sûr à l'être humain », souligne Jérôme Beauvisage. À la naissance de l'anthropologie, en vertu d'une démarche scientifique, chaque race se voit définie par ses caractéristiques physiques. La nature humaine est alors différenciée en groupes raciaux dont on cherchera à déterminer les caractéristiques propres. « On ne pense plus les races humaines comme des variétés de l'espèce humaine une et unique (monogénisme) mais comme des espèces humaines différentes. On parle alors de polygénisme ». L'entreprise de classification n'est pas neutre dans un contexte marqué par le développement des colonies, de l'esclavagisme. En effet, « comment légitimer ce qui est injustifiable,

comme l'esclavage ? Tout simplement en infériorisant les populations que l'on veut dominer. Et c'est ce qui se déroule dans ce processus. On avait des représentations jusqu'alors variables de populations africaines, et peu à peu, ce sont des représentations dévalorisantes qui s'imposent, parce qu'elles sont utiles à justifier quelque chose dont on comprend rapidement pourquoi ».

## ... pour qu'émergent au XIX<sup>e</sup> les théories raciales

C'est ici que commence véritablement l'histoire du racisme. Le mot est d'ailleurs récent. Le terme apparaît pour la première fois en France dans l'ouvrage Philosophie de l'anarchie publié 1888. Le processus de la pensée raciale s'inscrit à partir des années 1870 jusqu'à la première guerre mondiale « dans une série d'évolutions dont la rencontre va produire une conjonction funeste » poursuit Jérôme Beauvisage. Parmi celle-ci, la défaite de la guerre de 1870, contre l'Allemagne, qui fait émerger une nouvelle conscience nationale.

Dès les années 1850, le comte Arthur de Gobineau introduit trois idées mères qui auront une douloureuse postérité. Il divise l'humanité en trois groupes : les « blancs », les « noirs », les « jaunes ». La seconde idée maîtresse, c'est le déclin des civilisations parce que les races se mélangent. La troisième thématique de l'essai assure que ni le gouvernement, ni la morale, ni la religion ne sauraient ralentir la déchéance à venir.

## Récupération du darwinisme pour justifier les théories racistes et antisémites

Une dizaine d'années plus tard, l'introduction de l'œuvre maîtresse de Charles Darwin va faire l'objet de bien curieuses lectures. La traductrice de *L'origine des espèces*, Clémence Royer avance, entre autres que les races, les hommes sont inégaux par nature. Le progrès résulte de la libre concurrence. Pour l'autrice, deux menaces pèsent sur l'avenir : le christianisme – qui est essentiellement communiste et égalitaire – et la production exclusive et inintelligente des faibles.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'antisémitisme forme une composante



*l'opinion quasi dominante du prolétariat (...) assimile le combat contre les Rothschild à la lutte contre le capitalisme.*

essentielle du racisme. Si le mot apparaît tardivement, en 1888 en France, l'antisémitisme a acquis ses caractéristiques et ses principaux traits de très bonne heure.

À l'origine, l'antisémitisme se situait plutôt à gauche où il était amalgamé à l'anticapitalisme. Jusqu'à la crise de Panama et l'affaire Dreyfus, l'antisémitisme va imprégner largement les cadres du mouvement ouvrier, et reflète l'opinion quasi dominante du prolétariat qui assimile le combat contre les Rothschild à la lutte contre le capitalisme. À droite, l'antijudaïsme connaît à partir des années 1880 un brusque réveil, alors que s'affirme le régime républicain. L'antisémitisme se conjugue alors avec la dénonciation de la franc-maçonnerie. Avec *La France juive*, « Saisissant parfaitement l'air du temps, Édouard Drumont va mieux que quiconque exploiter le sentiment de frustration et de décadence qui se répand parmi les Français, inquiets des évolutions en cours », explique Jérôme Beauvisage. L'originalité de Drumont sera d'unir l'antisémitisme de droite et de gauche et d'en faire une synthèse, qui a offert aux victimes du régime économique, le bouc émissaire idéal responsable de leurs maux et de leur misère ». L'exploitation politique de l'antisémitisme ne tarde pas à venir. Créée par Jules Guérin, le 4 septembre 1889, la première Ligue antisémite de France se donne

pour objectif de libérer les Français et la nation du joug des juifs. Dans les années qui suivent, et jusqu'en 1895, la Ligue antisémite mène une campagne active. Sous le prétexte de défendre le travail national, les futurs cadres du nationalisme répandent également une xénophobie virulente. Une série d'actes racistes vont se produire dans la France de cette époque : les Belges seront expulsés du bassin lennois dès 1892 et les Italiens massacrés à Aigues-Mortes en 1893. En 1892, Édouard Drumont fonde *La Libre Parole* dont la devise la « *France aux Français* » résonne encore. Ainsi, l'antisémitisme en cette fin de siècle va jouer un rôle fédérateur pour l'ensemble des droites, auxquelles il apporte une explication simple de la décadence et de la crise, tout en leur désignant des boucs émissaires. Pour l'instant, c'est un antisémitisme d'opinion, tout au plus, un vaste programme électoral qui sera d'ailleurs l'âme de la campagne contre le capitaine Dreyfus. « *Mais n'oublions pas, souligne Jérôme Beauvisage, que cinquante ans plus tard, avec l'effondrement de la troisième République, l'antisémitisme deviendra sous Vichy une arme du gouvernement, avec des dispositifs légaux qui participeront à la destruction des juifs en France* ».

# Les multiples visages de l'antisémitisme, d'hier à aujourd'hui



Albert Herszkowicz, animateur du Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR), se félicite de cette journée : « C'est très important et c'est sans doute une des premières fois que dans un cadre aussi vaste, marqué par le souvenir d'Henri Krasucki, que ce thème soit abordé directement par une organisation syndicale », dit-il en rendant hommage à la démarche de la CGT. Il le précise d'emblée : le RAAR n'est pas une organisation juive mais « une organisation qui lutte contre l'antisémitisme. Elle rassemble des personnes juives ou non, qui pensent que cette question n'est pas assez présente dans la lutte globale contre les racismes et veulent travailler d'un point de vue de gauche, à ce que l'antisémitisme soit intégré dans la lutte globale contre le racisme ». Contrairement

à ce que l'on pense, soutient-il, les racismes qui se multiplient ne remplacent pas ceux qui existaient auparavant. Ils s'ajoutent. Il prend des éléments, les retransforme et les utilise contre d'autres cibles.

## Qu'est-ce qui caractérise l'antisémitisme contemporain ?

Pour Albert Herszkowicz, « être antisémite aujourd'hui, après la Shoah, l'assassinat de six millions de juifs, c'est dix fois pire qu'être antisémite avant la Shoah. Quand aujourd'hui, quelqu'un dit que tout cela n'a pas existé, d'une certaine manière, il se solidarise avec cette immense persécution qui a traversé le XX<sup>e</sup> siècle et qui a abouti à la catastrophe que l'on sait ». Ça n'est pas un hasard si Jean-Marie Le Pen a insisté à plusieurs reprises : « Les chambres à gaz, est-ce que ça a existé ? Je n'en sais rien. Je n'en ai pas vu moi-même, les historiens en débattent... ». C'est un moyen de minimiser les conséquences cataclysmiques, apocalyptiques du racisme quand il est mis en œuvre, lorsque les racistes ont le pouvoir

pour développer leur propagande. Albert Herszkowicz affirme qu'à la base « la désignation des juifs comme un problème particulier, comme une race à part, c'est un phénomène de droite et d'extrême droite ». La Révolution française a émancipé les juifs en disant : ce sont des citoyens comme les autres. « Cette émancipation des juifs qui a traversé toute l'Europe reste sur l'estomac des racistes et des antisémites qui n'ont jamais accepté l'idée que finalement, ce sont des gens comme les autres ». Au XIX<sup>e</sup> siècle l'antisémitisme chrétien [Les juifs étaient accusés d'avoir tué Jésus. Et cela s'est transmis de génération en génération], laisse la place à un antisémitisme racial et surtout antinational. Ce qui caractérise et a toujours caractérisé l'antisémitisme dans l'esprit de ceux qui en font un fonds de commerce, c'est l'idée que les juifs sont là pour dominer le monde, et pour ce faire, ils ont besoin de détruire les nations. Ils ont une espèce de pouvoir supranational. Les Protocoles des sages de Sion, le fond antisémite le plus connu, défend l'idée que les juifs doivent dominer et détruire les nations. « Comme le disaient et le disent toujours les antisémites, Marx – d'origine juive – et Rothschild sont les deux faces d'une même monnaie. Marx veut détruire les nations par le communisme et Rothschild veut détruire les nations par le capitalisme », constate Albert Herszkowicz. C'est une accusation d'un peuple, d'une nation, d'un regroupement, qui est par nature coupable.

réseaux sociaux, dont particulièrement le réseau social du milliardaire ultraréactionnaire Elon Musk, en l'occurrence Twitter ou X – trumpiste avéré et qui aujourd'hui fait un procès aux organisations de lutte contre l'antisémitisme aux USA, en expliquant que la dénonciation de l'antisémitisme sur X lui a fait perdre des parts de marché ». Pour illustrer la nouveauté de l'antisémitisme actuel, Albert Herszkowicz prend l'exemple de la crise du Covid.

Ce phénomène mondial, inquiétant, revêt dans le monde un aspect particulier. La ministre de la Santé s'appelait Agnès Buzyn, fille d'un survivant de la Shoah, cancérologue et grand militant de la mémoire. Le directeur général de la Santé s'appelait Jérôme Salomon, dont tout le monde sait que c'est un nom juif. Sans oublier le patron de Pfizer qui est aussi d'origine juive... L'idée est montée : qui est derrière l'épidémie du Covid ? Les juifs : ils sont internationaux et ont répandu le virus.

« Pour faire passer cette histoire compliquée à manier, le général putschiste Dominique Delawarde, confronté à la télévision, disait que les médias étaient dirigés par une caste. Un jour, un journaliste lui a demandé : mais quelle caste ? De qui parlez-vous ? Ce général a répondu : « vous savez bien, c'est la communauté que vous connaissez bien ». CNews, chaîne d'extrême droite, arrête l'émission car il est évident qu'il s'agit d'une connotation antisémite. C'est ainsi que sont apparues des dizaines de pancartes « qui ? », dans les manifestations de l'extrême droite, puis plus largement contre le pass sanitaire. Ça voulait dire et tout le monde le comprenait, que c'étaient les juifs qui étaient derrière la question du Covid avec le complotisme. De même, dans le mouvement anti-vaccins, Albert Herszkowicz alerte sur les manifestants qui se collaient des étoiles jaunes, « Ça veut dire que la Shoah, l'extermination des Juifs, ce n'est qu'un détail finalement. Parce que si je ne me vaccine pas et que je ne peux

pas aller au cinéma, moi aussi j'ai une étoile jaune ! » Albert Herszkowicz regrette que le RAAR n'ait pas été suffisamment entendu sur ce point.

## L'apparition de la théorie du grand remplacement

Concernant le grand remplacement, thème central de l'extrême droite, il rappelle l'idée. Il existe un complot pour remplacer les populations françaises, européennes, par les immigrés. Mais qui organise ce complot ? Qui fait venir les immigrés ? Qui veut détruire les nations européennes et mondiales ? Évidemment ce sont les juifs. Deuxième thème du complotisme, c'est cette idée que derrière le remplacement et cette idée de détruire les nations, il y a les juifs. Quant aux juifs tentés par les idées d'extrême droite, il tient à affirmer : « ne laissons pas les juifs à Zemmour ! » Selon lui, il faut réfléchir à ce qui fait que la population juive, qui traditionnellement était liée au mouvement ouvrier, à la gauche, à l'émancipation, à l'égalité, est attirée par des personnes comme Zemmour. « Une des raisons, c'est que cette population a eu l'impression d'être abandonnée, mise de côté par le mouvement ouvrier, par le mouvement progressiste. Je le répète : il faut lutter contre tous les racismes. Il faut à tout prix que l'antisémitisme fasse partie du combat contre le racisme ».

Les dérives et les tentations du mouvement ouvrier sur cette question ont été facilitées par la propagande antisémite qui a compris très vite qu'il y avait quelque chose qui pouvait être utilisé pour désorienter et emmener dans une impasse les masses populaires, le monde du travail. Comme ça a été aussi le cas pour le racisme. « Voilà une idée extraordinaire pour cacher l'affrontement entre le capital et le travail : le problème, ce n'est pas ça, mais c'est ceux qui veulent vous voler votre travail ou veulent vous détruire, vous manipuler et dominer le monde ».

L'affaire Dreyfus marque un grand point d'affrontement et un tournant. Il y avait d'un côté, ceux qui défendaient la paix et la nation française (l'armée ne pouvait pas s'être trompée et celui qui touchait à l'armée voulait toucher à la nation) et de l'autre côté, le camp de la Justice symbolisée par Jean Jaurès.

## Persistance de la théorie du complot

« Ce piège basé sur l'image des juifs capitalistes, riches qui complotent dans l'ombre est encore aujourd'hui largement répandu, encore plus avec les



# Programme économique de l'extrême droite : l'imposture sociale



Pierre Khalfa, membre du conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic, invité du colloque, décortique en trois points ce qu'illustre la logique du Rassemblement national, derrière ses propositions économiques et sociales : l'inflation, les salaires et la fiscalité.

## Concernant l'inflation

Le RN propose essentiellement une baisse de la TVA sur les produits

pour faire baisser les prix pour ensuite répercuter en crédits d'impôts sur les ménages... « Cette mesure pose plusieurs problèmes. D'abord, il est fort peu probable que le fait de baisser la TVA va se répercuter sur les prix. L'expérience de la baisse de la TVA en 2009 dans la restauration a montré le contraire. Il y a eu une augmentation des marges. C'est ce qui va se passer avec une baisse de la TVA ». « Sous couvert d'une mesure sociale, il s'agit en fait de privilégier les distributeurs en particulier la grande distribution qui pourra encore augmenter ses marges ».

Pour lui, la seule façon d'empêcher l'augmentation des marges des distributeurs et baisser les prix passe par un contrôle sévère des prix. Or, le RN est contre tout contrôle des prix. Une baisse de la TVA, cela signifie aussi moins de recettes publiques pour l'État. Soit les dépenses publiques sont revues à la baisse, soit le déficit public, et donc la dette, augmente.

Le RN s'oppose à toute augmentation de la dette. Avec cette mesure, le RN impose une baisse des dépenses publiques, celles qui servent à l'investissement public, aux dépenses sociales, au développement des services publics...

## Sur la question des salaires

Le RN propose une baisse des cotisations sociales jusqu'à 3,5 fois le Smic pour encourager les employeurs à augmenter les salaires. « D'abord, il n'y aura aucune obligation pour les entreprises d'augmenter les salaires. Pourquoi cette baisse servirait davantage à augmenter les salaires plutôt qu'à augmenter les marges des entreprises et les dividendes versés aux actionnaires ? Et derrière, se profile le financement de la Sécurité sociale. Déjà aujourd'hui, l'État a fragilisé le financement de la Sécurité sociale. Soit les futures exonérations sociales seront compensées par l'État et il y aura de nouveau une baisse du budget de l'État pour faire autre chose, soit elles ne le seront pas et c'est la Sécurité sociale qui trinque ».



***S'il voulait vraiment augmenter les salaires, le RN devrait commencer par réclamer l'augmentation du Smic. Or, il est contre.***

Le même mécanisme s'opère : une mesure apparemment sociale aboutit à fragiliser soit l'investissement public, soit la Sécurité sociale au profit des entreprises et des actionnaires. « S'il voulait vraiment augmenter les salaires, le RN devrait commencer par réclamer l'augmentation du Smic. Or, il est contre ».

## Une politique fiscale en faveur... des plus riches

Par exemple, sur les donations, l'objectif est d'aligner le régime fiscal des donations des grands-parents au profit des petits enfants sur le régime fiscal des donations des parents au profit des enfants. Aujourd'hui, les parents ont le droit de donner à leurs enfants, tous les 15 ans, 100 000 euros par enfant sans payer de droit de donation. Ce que propose le RN, c'est de l'étendre aux grands-parents,

tous les 10 ans au lieu de 15. De telle sorte que chaque enfant pourrait toucher jusqu'à 600 000 euros de donations nets d'impôts pour les parents et grands parents. « On voit bien que les ménages qui peuvent être touchés par une telle mesure sont les plus riches ». Quant à l'impôt sur les successions, le RN propose d'en sortir l'ensemble des biens immobiliers et pas uniquement la résidence principale, mais aussi les résidences secondaires et les biens locatifs. En France, la concentration de la propriété foncière et immobilière est très importante. « Une telle mesure n'aurait pour unique conséquence que de favoriser les particuliers qui possèdent plusieurs appartements ». Pour les jeunes, le RN entend exonérer d'impôt sur le revenu les jeunes actifs jusqu'à 30 ans. Aujourd'hui, la moitié de la population française ne paye pas d'impôt sur le revenu. « Cette mesure toucherait pour l'essentiel, les jeunes de milieux plutôt favorisés ». Enfin, la mise en place d'un impôt sur la fortune financière, est la seule mesure en apparence sociale. Mais, les modalités de cet impôt font qu'il se trouve en deçà de l'ancien ISF. Il exclut la résidence principale du calcul de l'impôt et garde le seuil d'imposition à 1,3 million d'euros. Cet impôt rapporterait à peine 2 milliards d'euros. Pierre Khalfa insiste : « Il faut décrypter le programme du RN pour le combattre. Mais cela passe aussi par le projet de société qu'il propose et celui que nous voulons construire. Est-ce que nous voulons vivre dans une société dans laquelle on s'attaque aux plus faibles ou est-ce que nous voulons une société de solidarité, de justice et d'égalité ? ».

# Le racisme structurel : un mécanisme de discrimination qui touche les milieux populaires



Le dernier rapport de l'ancien défenseur des droits Jacques Toubon, en 2020, mettait en lumière la dimension systémique des discriminations, notamment racistes. C'est tout le système qui est en cause, avançait-il. L'invitée Mornia Labssi, militante CGT et coordinatrice pour la défense des habitants des quartiers populaires, explique que cette discrimination fait système, parce qu'elle n'est pas simplement le fait d'un individu. Il s'agit d'un ensemble de pratiques, de décisions, de mesures qui structurent la société, les organisations, les rapports sociaux et qui se fondent sur une racialisation. *« C'est très problématique, insiste-t-elle, parce que les effets sont délétères sur les personnes concernées. Dans les situations les plus graves, elles meurent, comme ce fut le cas de Nahel. Sinon, les gens en subissent les conséquences de manière massive au quotidien, au travail ».*

*« Alors que Jacques Toubon avait soulevé cette question dès 2019, nous, à la CGT, avons eu beaucoup de mal à l'entendre, déplore-t-elle. On accepte le principe qu'il y ait une ethnicisation du travail. Que les Subsahariens et les Arabes vont occuper les postes les plus pénibles. Pourtant nous sommes des militants syndicaux... Il est vrai que les principaux*

intéressés intègrent aussi le système qui consiste à les mettre à des places défavorisées. [...] Ce qui aura un impact sur leur salaire, leur vie et leur santé ». En 2018, le défenseur des droits notait l'écart salarial entre les hommes de 29 à 58 ans, Arabes ou Subsahariens et les hommes d'ascendance non migratoire. L'écart monte jusqu'à 39 %. C'est le deuxième critère de discrimination au travail. « Il serait temps de s'en emparer », souligne Mornia Labssi. Le même processus intellectuel qui a



**Aujourd'hui, une personne racisée a moins de chance d'obtenir un emploi qu'une personne non racisée. Et ce n'est pas parce qu'elle a en face d'elle une personne du RN.**

été opéré à la CGT pour les femmes, doit l'être pour les personnes racisées, « c'est fondamental ! », insiste-t-elle. Les personnes racisées, parce qu'elles remplissent plusieurs critères de discriminations, dont le critère social, vivent la discrimination dans tous les

plans de leur vie : l'accès au logement, aux services, à la justice pénale. Mornia Labssi l'affirme : « Dans le travail, nous avons nous, militant-es syndicaux-ales, une responsabilité. Et nous avons tout intérêt à nous former, à nous informer. Les données académiques existent et ce ne sont pas des postures victimaires. Aujourd'hui, une personne racisée a moins de chance d'obtenir un emploi qu'une personne non racisée. Et ce n'est pas parce qu'elle a en face d'elle une personne du RN. Ces processus se sont normalisés. Nous devons aborder ce sujet sérieusement, comme nous l'abordons pour les femmes[...]. Nous devons à la fois lutter contre le Rassemblement national et toutes les idées d'extrême droite, mais aussi contre le racisme systémique. »

Aujourd'hui, la CGT a avancé, consciente que laisser les pratiques discriminatoires systémiques opérer porte préjudice à toute la société. Les violences policières systémiques à l'encontre des jeunes des quartiers populaires existent depuis plus de quarante ans. « Si nous fermons les yeux sur le traitement défavorable opéré sur une partie de la population parce que celle-ci n'a pas les réseaux, c'est toute la société qui en fera l'objet ». Elle rappelle que ces dernières années, il y a eu des « gilets jaunes » éborgnés, des syndicalistes, des militants écologistes en garde à vue... « La police est violente. Nous ne devons plus attendre que ça nous touche pour agir... »

## Aborder sereinement les questions pour lutter contre les discriminations

La CGT dispose d'outils, des UL, des UD au sein des quartiers populaires qui représentent des lieux stratégiques. Cela doit servir. Un grand nombre de travailleur-euses sont des gens racisé-es, victimes comme les autres des politiques néolibérales. « Pourquoi avoir peur de ces mots ? Nous ne cliverons personne. Il est question de rassembler. En conscientisant ceux qui ne le sont pas ». Alors, il sera possible de lutter contre les inégalités sociales qui touchent tout le monde. Sans être dans le déni. « Lorsqu'une femme porte le voile et qu'elle est exclue du champ de la société, certes cela peut heurter notre culture. Mais nous devons nous poser les bonnes questions. Quelles vont être les conséquences pour elles, individuellement ? Et pour l'ensemble de la société ? » Mornia Labssi l'affirme : la conséquence, c'est la régression. Pour elle, il faut trouver un socle commun. Mettre de la bienveillance dans les luttes. Ne pas banaliser, ne pas hiérarchiser. « C'est important de dire à quelqu'un qui est racisé, qui subit des pratiques discriminatoires dans des micros agressions de manière insidieuse, que l'on classe dans la catégorie des fraudeurs ou des voleurs : oui, je t'entends. Et ensemble, nous pouvons nous battre. Cela ne remet pas en cause la cohésion. Aborder ces questions sereinement, c'est ça qui mobilisera la classe ouvrière, et pas autre chose ».



# Quelle alliance avec la société civile pour combattre le racisme et l'antisémitisme ?

Pierre Tartakowski, vice-président de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, présente la CNCDH comme une institution paritaire, indépendante – dont la CGT est partie prenante de manière régulière –, qui publie un rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le travail annuel de la CNCDH permet de capter l'évolution sur le long terme. Il en ressort que la société française est de plus en plus tolérante. Pourtant, notamment parmi les jeunes générations, les clichés racistes, antisémites, xénophobes, demeurent à un niveau élevé. Il constate l'hypermédiatisation du fantasme du grand remplacement. « C'est une véritable période politique qui s'est ouverte, placée sous le signe de la peur et du soupçon généralisé. C'est dramatique. Car il est très difficile d'être solidaire de gens que l'on soupçonne. Cette politique du soupçon a largement contribué à casser les solidarités ».

En France, 85 % des Français pensent que les musulmans doivent pouvoir exercer leur religion dans des conditions normales et décentes. Ils sont 89 % à penser que les Français musulmans sont des Français comme les autres. Mais si on interroge ces mêmes personnes sur le voile, par exemple, une distance va s'installer et va se greffer sur un réflexe comme le « nous d'abord ». L'étude de la CNCDH souligne également « que le racisme ne

se divise pas. Ceux qui n'aiment pas les noirs n'aiment pas les juifs, ni les homosexuels... Le racisme, c'est un global diversifié. Donc la lutte contre le racisme ne se divise pas mais elle doit se diversifier. Pour combattre le racisme, il faut travailler les racismes ».

Par ailleurs, la privation des droits et libertés – toujours vendue comme mesure de sécurité à l'encontre de certaines populations –, doit être combattue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire non pas quelque chose qui va priver de droits certaines personnes, mais tout le monde. « On commence toujours par certains et ça se termine par tout le monde, commente-t-il. On a commencé par chasser les migrants et très vite on a poursuivi les aidants. Dans la dernière période, on s'est livré à des amalgames hallucinants autour de musulmans, islam, islamisme, terrorisme... et on a abouti à faire voter une loi sur le séparatisme, qui ne vise pas les musulmans, mais l'ensemble du mouvement associatif, des acteurs syndicaux, et tout ce qui exprime la liberté de la société civile ». Au niveau de l'Union européenne, un rapport s'inquiète de la rétraction des espaces de liberté concédés à la société civile. Alors si cela vise tout le monde en passant par des catégories de personnes, il faut réfléchir, chacun-e où il-elle est, à un travail conjoncturel et de fond autour de convergences de tous les acteurs qui se reconnaissent dans la lutte

antiraciste, qui combattent l'antisémitisme et la xénophobie. « Cela passe par l'acteur syndical qui ne doit pas être divisé sur ces questions, tient-il à préciser. À partir de là, il faut envisager plus de rencontres et de travail en commun, à la fois sur des aspects militants et aussi à un imaginaire de l'antiracisme qui soit un imaginaire de fraternité. Nous devons apprendre à créer une nouvelle fraternité en intégrant une lutte contre l'ensemble des discriminations. J'espère que cette journée sera décisive dans cet engagement commun ».

# En Europe, quelles réponses du syndicalisme face à la montée des idées d'extrême droite?

Valérie Parra Balayé, responsable Europe au secrétariat des relations de l'UGT-Espagne estime que ce colloque est nécessaire, au regard de l'actualité. Elle note que depuis quelques décennies, l'Europe connaît une avancée sans précédent de formations politiques d'extrême droite, réfractaires aux droits des travailleurs. Cette montée s'est accélérée à partir de la crise de 2008.

## Des avancées partout en Europe

Il y a encore quelques années, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande résistaient. Mais en 2015, Chega au Portugal et Vox en Espagne sont entrés dans les

institutions. *« Ils défendent une conception ethnique de la nation, avec un libéralisme ethnique qui discrimine forcément les migrants et réduit leurs droits fondamentaux comme l'accès aux prestations sanitaires, ce qui a déjà été le cas en Espagne »*, explique la militante espagnole. *« D'autre part, et c'est vraiment le cas en Espagne, ils postulent sur une idée ultranationaliste du pays qui les éloigne de toute conception civique dans les temps modernes. C'est pourquoi ils se heurtent à toutes les avancées des féministes, des groupes LGBTI et des droits environnementaux »*, poursuit Valérie Parra Balayé. Un phénomène qui a malheureusement connu une dérive syndicale en Espagne. En 2020, le parti Vox a créé un syndicat, Solidaridad, avec comme président un député de Vox. Son objectif est clair : élargir sa base sociale et électorale, notamment la classe ouvrière qui lui tourne le dos pour l'instant. Vox trouvant écho parmi la classe supérieure. *« Sa seule réelle intention est de discréditer le travail de l'UGT et les commissions ouvrières. Pour éviter la croissance de Solidaridad, nous devons rester unis »*, poursuit-elle. Aussi, elle espère la poursuite des travaux du groupe de travail spécifique sur l'extrême droite de la CES dans ses prochains mandats. Les échanges entre

les syndicats de différents pays sont utiles et enrichissants. *« Dans chaque lieu de travail, nous devons aussi bien sûr consolider notre syndicalisme qui intègre les revendications sociales et politiques des travailleuses, ouvertes aux valeurs et droits que nous défendons »*, dit-elle.

## Initiatives pour combattre l'extrême droite

À l'UGT, les réponses syndicales pour combattre la montée de l'extrême droite sont multiples. Avec l'arrivée de Vox – dont les membres sont les enfants du franquisme – une plateforme syndicale a été créée *« Pour un travail digne »*. Elle permettait d'inclure toutes les initiatives syndicales sur les lieux d'entreprise contre toutes formes de discriminations. Elle a ensuite évolué en y incluant des campagnes spécifiques sur des thèmes précis. Sur les

fake news de l'extrême droite, il faut donner des réponses. « Par exemple, quand il se dit que les migrants volent le travail des Espagnols, on démontre avec des chiffres que les migrants apportent une augmentation des cotisations à la Sécurité sociale, apportent au pays un état de bien-être, bien supérieur que s'ils n'étaient pas là ». La plate-forme diffuse aussi des vidéos contre les délits de haine qui se multiplient.

Pendant la dernière campagne électorale, elle raconte que les deux syndicats majoritaires en Espagne sont sortis de leur neutralité traditionnelle, car le danger de l'arrivée de l'extrême droite au gouvernement, en alliance avec le parti populaire, était réel. L'UGT a organisé deux à trois assemblées par semaine dans les entreprises pour appeler au vote progressiste. Le syndicat a aussi fait appel à toutes les confédérations sœurs, pour signer un manifeste qui appelait au vote progressiste en Espagne. Ce qui a eu un très grand impact médiatique. « Le fait que les syndicats étrangers nous appuient dans cette campagne électorale a marqué un point d'inflexion, note-t-elle. Le vote des femmes et des jeunes a été majoritairement de gauche et nous avons mis notre petit grain de sable là-dedans », se félicite-t-elle.

## L'importance de la solidarité internationale

Monica Ceremigna, conseillère Espace Europe et international à la CGIL (syndicat italien) note également l'importance de la solidarité internationale lorsque son organisation a été attaquée par la droite et l'extrême droite. Cela a aussi réveillé le mouvement syndical, avec des dizaines de manifestations de solidarité. De là est partie l'idée de constituer un réseau de syndicats



internationaux antifasciste. « Nous avons rédigé un manifeste, qui a été approuvé par un grand nombre de syndicats dans le monde. Avec ce réseau, nous sommes en train de développer des actions d'approfondissement et d'échanges », explique la militante italienne. Dans le cadre des prochaines élections européennes, syndicats et experts seront invités pour échanger sur le manifeste de la CES.

Elle rappelle qu'en Italie, le premier acte de la présidente du conseil du gouvernement a été celui de se définir comme le président du conseil et non comme la présidente. « Ce qui veut tout dire en termes du droit des femmes ! ». La CGIL s'est toujours engagée dans la politique nationale, et a participé à toutes les rencontres que le gouvernement a organisées. « Mais nous nous sommes vite rendu compte que c'était un leurre. Ils invitent les syndicats à la discussion alors que les engagements ont déjà été pris. Ou bien ils agrandissent le public, en invitant tous les syndicats et non uniquement les organisations syndicales les plus représentatives. Le débat en devient inexistant », déplore

Monica Ceremigna. La CGIL a appelé à beaucoup de manifestations, avec des démonstrations nationales contre les lois de bilan, contre la guerre, pour la sécurité au travail, la santé publique, pour les droits au travail pour tous... « Nous sommes le seul syndicat qui a organisé cette démonstration. Nous nous sommes dit qu'il y avait peu de confiance dans les mouvements représentatifs, et qu'il fallait tenter d'engager la société pour reconstruire les liens entre les représentants des travailleuses, les citoyen-nes et les associations ». Le syndicat développe de nombreuses plateformes sur lesquelles il se dit prêt à discuter avec le gouvernement, sur des thématiques comme le travail, la fiscalité, les jeunes, l'État social, la paix, les politiques industrielles... « Nous avons beaucoup de revendications partagées par la société civile. Et la solidarité internationale, les échanges d'expérience sont fondamentaux ». Enfin, Monica Ceremigna informe que cette année, le congrès de la CES a délibéré sur la proposition de la CGIL de lancer un cadre de mobilisation européenne intitulé « offrir un accueil équitable aux travailleurs ».

# Comment lutter contre l'extrême droite ? L'exemple de Béziers

Julien Rader, secrétaire général de l'UL de Béziers rappelle que dans sa ville, Robert Ménard a été réélu dès le premier tour et a même gagné l'agglomération. Pour comprendre comment il est arrivé en responsabilité, il faut comprendre pourquoi l'extrême droite prospère. La ville, comme beaucoup, a vécu un long déclin depuis les années quatre-vingt, avec des problèmes de grande pauvreté que les politiques locaux, régionaux et nationaux ne sont pas parvenus à enrayer. « Personne ne s'est soucié de Béziers. Et la ville a été touchée de plein fouet par les mutations sociales et économiques », dit-il. C'est à ce moment qu'un journaliste de Reporter sans frontière, Robert Ménard, a focalisé les regards et replacé la ville à la une. Il y a un siècle, Béziers était une ville riche. L'économie de la ville s'est enrayée avec l'effondrement de son économie traditionnelle dans les années quatre-vingt avec la crise viticole, la mécanisation et le déclin de la main-d'œuvre peu qualifiée. Le centre de maintenance a aussi disparu et

les emplois administratifs transférés vers Montpellier. En une dizaine d'années, 5 000 emplois se sont envolés, soit plus de 10 % de la population active. Aujourd'hui, le tourisme représente 30 % de la richesse locale. La ville est aussi une des plus pauvres de France, avec une population généralement sous qualifiée. Le taux de pauvreté se situe autour de 34 %. Le taux de chômage est à 11,9 %, selon l'Insee. Côté politique, depuis l'érosion du vote communiste dans les années quatre-vingt, la droite a régné sur Béziers et a installé un système de clientélisme, tout en utilisant les éléments de langage de l'extrême droite.



**Robert Ménard a pu prospérer sur cette situation économique et sociale, mais aussi sur un système politique à bout de souffle.**

Par exemple, en 2008, un monument à la gloire de l'OAS est créé dans le cimetière municipal. La même année, le maire qualifie, dans le bulletin municipal, les habitants de la ZUP de la Devèze de « hordes d'un autre âge ».

Robert Ménard a pu prospérer sur cette situation économique et sociale, mais

aussi sur un système politique à bout de souffle. Il a également profité de la pénétration dans la population des discours extrémistes. Son succès s'explique aussi par la très bonne campagne qu'il a menée, avec un porte à porte presque systématique. « Robert Ménard est le produit d'une conjonction de malheurs, de frustrations, de blessures de l'histoire, d'incompétence, de négligence... qu'il a su exploiter en s'appuyant sur un discours haineux et revanchard pour aider à son élection et sa réélection », affirme Julien Rader. Il peut aussi s'appuyer sur les médias nationaux. Il est le maire qui passe le plus de temps dans les médias en France. « Pour l'extrême droite, le rôle des organisations syndicales se limite à la négociation, il ne peut y avoir de contestation », poursuit Julien Rader. Lors des élections professionnelles de la mairie en 2014, la CGT gagne près de 10 points. Elle devient la deuxième organisation derrière FO, syndicat maison de l'ancien maire. « Avec l'arrivée de Robert Ménard, FO a tissé des liens avec la droite extrême », précise le secrétaire général de l'UL. Très rapidement, le syndicat CGT de la ville de Béziers a été confronté aux discriminations, au dénigrement permanent. Les principaux dirigeants de la CGT sont mis au placard, poussés vers la sortie. En parallèle, la municipalité s'intéresse à la Bourse du travail. En septembre 2016, le maire décide de supprimer la convention entre la ville et les organisations syndicales de mise à disposition gratuite de la Bourse du



travail. « *La stratégie de la mairie de Béziers consiste à laisser penser que les organisations syndicales bénéficient d'avantages disproportionnés avec les moyens de la commune. Il affirme alors ne pas vouloir dégager les organisations syndicales mais en même temps, il pose des exigences de participation financière aux frais de la Bourse du travail telles qu'elles les forcent à quitter le bâtiment* », explique Julien Rader. La CGT s'est attachée à maintenir l'unité syndicale malgré les désaccords et les manœuvres de la municipalité pour allier à sa cause les organisations les plus réformistes. En janvier 2018, le maire a menacé de remettre en cause la convention signée en 2017 parce qu'il faisait sa propre lecture de la Charte d'Amiens pour limiter l'action syndicale à la seule défense des intérêts individuels des salarié-es. « *En résumé, le seul syndicalisme qu'il tolère, c'est celui qu'il contrôle!* » Force est de constater que c'est parce que le mouvement syndical s'est toujours opposé à l'extrême

droite que celle-ci a tenté de le réduire au silence. C'est dans ce cadre que huit organisations syndicales, CGT, CFTC, CFDT, FO, CGC, UNSA, FSU et Solidaires se sont rassemblées en juin 2015 pour dire ensemble que les idées d'exclusion n'étaient pas compatibles avec le syndicalisme et qu'il fallait défendre le vivre ensemble. « *Nous avons réussi à conserver la Bourse du travail. Mais nous savons que le maire reviendra à la charge. [...] Nous, militant-es CGT, devons continuer de dénoncer les positions politiques de Robert Ménard. Surtout, nous devons prouver aux salarié-es dans les entreprises et aux agent-es des services publics que les politiques d'extrême droite défendent en premier lieu les riches et le patronat* ». Pour combattre Robert Ménard, « *la première de nos responsabilités, c'est de convaincre de voter CGT aux élections professionnelles et en premier lieu à la mairie* ». Au-delà, la CGT doit aussi progresser dans toutes les élections professionnelles, car plus il y aura de militant-es formé-es

et moins ce discours passera auprès des salarié-es. À l'UL, les militant-es travaillent aussi au rappel de l'histoire. Des débats sur la droite extrême sont organisés. Ils proposent aussi aux syndiqué-es de visiter le camp de Rivesaltes qui a servi de camp de concentration. Ils continuent à se battre pour la paix, à commémorer le 19 mars et à lutter pour les droits des femmes. « *Nul ne peut le nier, la politique de la mairie de Béziers est contestable. La communication outrancière du maire sert en réalité à cacher les intérêts démagogiques et partisans d'une politique fondée sur les idéaux de droite libérale et de droite extrême. Le meilleur rempart à Robert Ménard et de la politique de droite et d'extrême droite, c'est la CGT. À nous de le faire savoir* ».



# La lutte des sans-papiers pour leur régularisation : l'exemple de Sepur



Cheick Camara a été travailleur sans-papiers dans l'entreprise Sepur, de collecte des déchets. Il n'était pas le seul dans ce cas. En 2021, il s'aperçoit en décortiquant sa fiche de paie qu'on lui vole des heures travaillées. À y regarder de plus près avec la trentaine de salarié-es qui œuvrent avec lui sur le même site, il découvre que l'affaire est générale. « Nous sommes tous allés à l'UL CGT de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, et nous avons expliqué notre situation »,

raconte-t-il. Cheick Camara n'est pas un inconnu pour la CGT. Le militant avait déjà poussé la porte de l'UL au début de l'année 2020. La France était alors confinée. Pas lui, ni ses collègues. « On a travaillé durant tout le Covid, dit-il. Sans protection, ni masque ni gel ». Alors un an plus tard, son sang ne fait qu'un tour. « On ne pouvait pas continuer comme ça. Avec l'aide de la CGT, nous avons organisé un mouvement de grève pour sortir de cette précarité ». Le 25 octobre 2021

restera gravé pour longtemps dans sa mémoire. Ce jour-là, ses camarades et lui, accompagnés par la CGT, obtenaient leurs papiers. Aujourd'hui, il est salarié dans une autre entreprise. « Tout le monde sait qu'à Sepur, ce sont des

“

*Tout le monde sait qu'à Sepur, ce sont des capitalistes. Ils se font de l'argent sur le dos des travailleurs-euses sans-papiers,*

*capitalistes. Ils se font de l'argent sur le dos des travailleurs-euses sans-papiers, tempête Cheick Camara. Sepur garde toujours le même contrat dans le 93 avec Est ensemble habitat. Le silence d'Est ensemble habitat ne nous rassure pas ». Alors de nouveau, une grève va être enclenchée chez Sepur, qui exploite toujours des travailleur-euses sans-papiers. « Le même système continue. La plupart des sans-papiers traversent la Méditerranée. Une fois en France, ils sont exploités par les mêmes entreprises. Notre silence leur donnerait plus de faveurs. Il faut mettre en lumière leurs méthodes ».*

# « Nous sommes à un moment de bascule »

## Conclusion de Sophie Binet

« C'était important pour nous de réussir [cette journée] parce qu'il y a le feu. Nous sommes à un moment de bascule », alerte Sophie Binet qui précise que nous arrivons au bout d'une logique ouverte dans les années quatre-vingt, avec la fin des régimes fascistes en Europe et l'expansion du néolibéralisme. Avec la financiarisation de l'économie « il n'y a plus d'adversaires en face de nous » et il est plus aisé de se trouver des boucs émissaires en enfermant le monde du travail dans le partage de la pénurie. « L'extrême droite représente un allié utile. C'est grâce à elle qu'[Emmanuel Macron] peut continuer sa politique de casse des droits sociaux. [...] Parce qu'il sait que dans un contexte de tripartition de la vie politique française ; il n'y a pas d'alternative politique progressiste ». Il est important, insiste-t-elle, de rappeler que l'extrême droite est le pire ennemi du monde du travail et qu'elle est financée par le capital, notamment par Vincent Bolloré en France.



**Plus on tarde à répondre à la question environnementale, plus la violence sociale générée par le dérèglement climatique s'accroît**

Enfin, « plus on tarde à répondre à la question environnementale, plus la violence sociale générée par le dérèglement climatique s'accroît ». Refuser d'affronter le capital sur la question environnementale, c'est refuser de remettre en cause le partage des

richesses. Or, on ne luttera pas contre le dérèglement climatique sans s'attaquer à la question du partage des richesses. Sinon, seules des mesures antisociales seront imposées comme dans le projet des zones de faibles émissions.

Ces mises en opposition font progresser l'extrême droite et ses pratiques violentes. Une poussée qui oblige à repenser nos dispositifs pour se protéger. D'autant que l'extrême droite s'infiltré dans toutes les catégories socio-professionnelles, dans le privé, comme la fonction publique. « Lorsqu'on voit des enseignants, des travailleurs sociaux, des soignants qui votent pour l'extrême droite, on mesure le basculement qui est à l'œuvre et l'abandon ressenti par ces fonctionnaires qui se présentent comme les derniers à devoir faire respecter les valeurs de la République dans un dérèglement social généralisé, se sentant complètement abandonnés par l'État et leur hiérarchie ». Cette montée s'observe aussi dans le domaine régalien. « C'est très inquiétant de voir nos forces de police républicaine et notre armée, supposées défendre l'État républicain, être gangrenées de l'intérieur par l'extrême droite. Le jour où il y aura une vraie menace, est-ce qu'on pourra compter sur la police ou l'armée pour nous défendre ? »

Elle note que toutes les lois antiterroristes servent contre les militants syndicaux et environnementaux. Pour Sophie Binet, si l'extrême droite arrive au pouvoir par les urnes, elle n'aura pas besoin de changer de constitution pour mettre en place un régime autoritaire. Les dispositifs technologiques sont là, les barrières constitutionnelles ont sauté.

Pour Sophie Binet, il ne faut surtout pas céder au fatalisme. Si après la crise de 1929, Hitler s'impose en Allemagne, en France ou aux États-Unis, les progressistes

accèdent au pouvoir portés par les mobilisations sociales. « Ce qui est important dans le contexte sombre que nous vivons, c'est de garder l'optimisme, l'espoir, des valeurs fondamentales de gauche parce que c'est cela qui fait que l'on n'abandonne pas, qu'on ne baisse pas les bras et que l'on dénonce toujours l'inacceptable ».

« Rien n'est jamais écrit d'avance et c'est la CGT qui peut faire basculer les choses », affirme la secrétaire générale. Le colloque montre la voie. Toutes les questions sont venues, sans qu'aucune ne soit évacuée, dans le respect, malgré la diversité des points de vue. « C'est très important car ce sur quoi prospère l'extrême droite, ce sont les mensonges, les polémiques qui divisent, les théories du complot et le brouillage idéologique généralisé ». Combattre cette idéologie nécessite une rigueur intellectuelle. Il faut toujours faire la clarté, se former, réfléchir, être au fait parce que l'extrême droite progresse de façon inquiétante sur la polarisation du débat public pour diviser. S'écouter, c'est essayer de dépasser les différences et, in fine, se rassembler, « L'extrême droite, c'est le poison de la division. Nous, à la CGT, notre marque de fabrique c'est le rassemblement du monde du travail [qui] doit se faire sur la base d'une exigence intellectuelle et ne doit pas occulter les débats complexes ». Il s'agit, explique Sophie Binet, de ne jamais mettre



en opposition les racismes. Un racisme n'efface pas l'autre et un racisme ne s'efface jamais.

Sur la question de la laïcité, c'est un combat d'émancipation, aussi pour le droit des femmes, qui ne doit pas être abandonné à la droite et à l'extrême droite. Les services publics se doivent d'être neutres, ses agents aussi. « *Mais l'instrumentalisation de la laïcité est scandaleuse [...], avec une laïcité à géométrie variable qui va stigmatiser une religion, toujours la même – les musulmans – et qui sert à remettre en cause les libertés* ». Défendre la laïcité, refuser son instrumentalisation, c'est aussi être clair sur la montée des intégrismes qui alimentent l'extrême droite. La montée des intégrismes s'observe dans toutes les religions. « *Tous [les extrémistes religieux] ont les mêmes points communs : la détestation des femmes, de leur droit, notamment de leur droit à maîtriser de leur corps, la détestation des LGBT... On voit surtout qu'ils s'alimentent entre eux et qu'ils alimentent l'extrême droite. Chaque attentat fait monter mécaniquement l'extrême droite.* » La banalisation de l'extrême droite est un danger. L'argument « le Rassemblement national ne sera jamais un parti comme les autres, qu'il est en dehors du champ républicain » ne tient plus. Le mur entre l'extrême droite et les autres partis politiques est fissuré. « *Mais il est très important de conserver en tête la différence profonde de l'extrême droite avec tous les autres partis, quels que soient leur danger et le scandale de leurs positions* », affirme Sophie Binet.

L'histoire le montre, la CGT a joué un rôle pour empêcher les basculements comme en 1934 ou en 1940. Elle a toujours été claire face au fascisme durant les luttes contre la colonisation où lors de la présence du FN, puis du RN lors du second tour des présidentielles. « *Si l'on accepte un militant du RN sans l'exclure, le RN va progresser dans l'organisation et après, il sera trop tard. Dès qu'un syndiqué CGT s'affiche comme extrême droite, il faut organiser son exclusion. Parfois on le paie électoralement. Malheureusement, les autres syndicats ne sont pas toujours aussi clairs. Mais nous, nous devons l'être* ».

Aujourd'hui, la responsabilité de la CGT est de mettre au même niveau la lutte contre l'exploitation capitaliste et celle contre les rapports de domination sexistes et racistes, sans minorer les uns par rapport aux autres. Se battre contre le racisme au travail, ce n'est pas seulement une question de valeurs, ajoute Sophie Binet.



***Au travail, il existe un racisme décomplexé. Le patronat en est complice voire parfois acteur. Parce que ça l'arrange de diviser les travailleurs entre eux, d'organiser le dumping social.***

C'est aussi une question syndicale. Nous pouvons utiliser les outils syndicaux et juridiques. La CGT doit exiger du patronat des mesures comme tenir des registres d'embauche (pour comparer les candidatures reçues et les recrutements effectués), ou encore contre les propos racistes et les discriminations de carrière. Ces outils existent, mais demeurent trop limités à quelques initiés. La CGT va œuvrer pour les mettre à disposition du plus grand nombre pour que tous les syndicats puissent interpeller le patronat et le mettre face à ses responsabilités pour faire reculer le racisme au travail.

Prendre nos responsabilités, c'est aussi ne pas se limiter aux discours sur les valeurs. « *Lutter contre le RN, c'est d'abord dénoncer son imposture sociale et montrer qu'il est le meilleur allié du néolibéralisme. [...] C'est aussi dire que ce n'est pas la charité qui nous intéresse. La charité, c'est un discours misérabiliste, qui hiérarchise. La CGT est dans la solidarité. Elle organise la solidarité entre tous pour que vive l'égalité. Elle n'a pas de discours misérabiliste sur les sans-papiers. Mais elle leur permet de s'organiser pour diriger leurs luttes, pour gagner des papiers et l'égalité de dignité au travail. C'est cela la force de la CGT et du syndicalisme que nous portons* ». C'est aussi se donner les moyens de gagner les luttes, parce que l'extrême droite prospère sur le fatalisme et sur le fait que l'action collective ne servirait plus à rien. « *La marque de fabrique de la CGT, c'est le lien social ; Cette sororité qui fait qu'on se retrouve ensemble. Qu'on organise ce lien* ». Un lien social qui doit être repolitisé poursuit Sophie Binet.

Enfin, il s'agit de prendre très au sérieux les élections européennes notamment à partir du travail de la Confédération européenne des syndicats. « *Il faut interpeller tous les candidats pour leur demander de porter des exigences sociales et environnementales en rupture avec les politiques néolibérales. Nous avons la possibilité au plan européen d'enclencher une grande campagne pour dire non au fascisme, non à l'impasse néolibérale et oui aux alternatives de progrès politique. [...] Quand l'extrême droite est aux portes du pouvoir, il faut que nous soyons capables de dépasser tous les débats pour rassembler sur l'essentiel. Nous pouvons nous rassurer car nous sommes dans une organisation riche de 130 ans d'histoire. Notre organisation nous montre que la CGT a su renverser des montages. Et nous pouvons être sûrs que tous et toutes, ensemble par notre force, par notre détermination, nous continuerons à le faire. No pasaran ! Vive la CGT !* »

# Hommage à Henri Krasucki



À l'occasion du colloque sur l'extrême droite, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT a inauguré l'esplanade Henri Krasucki en hommage à l'ancien secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, engagé très jeune dans la résistance face au nazisme et à l'extrême droite française durant la Seconde Guerre mondiale.

Retrouvez les discours de Sophie Binet et Patrice Bessac, maire de Montreuil, sur le site [cgt.fr](https://www.cgt.fr/actualites/histoire/esplanade/Krasucki), dans l'article en hommage à Henri Krasucki. (<https://www.cgt.fr/actualites/histoire/esplanade/Krasucki>)



